

# Inégalités

*Inégalités*, par Anthony Atkinson

Le Seuil, 2016, 456 p., 23 euros (parution le 14 janvier).

Christian Chavagneux

*Alternatives Economiques* n° 353 - janvier 2016

Le livre devrait assurément faire parler de lui ! Dans sa préface, Thomas Piketty annonce que l'on y trouvera "*les contours d'un nouveau réformisme radical*". Et c'est exactement ça. C'est certain, l'économiste britannique Anthony Atkinson, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de la question des inégalités, ne veut pas en finir avec le capitalisme contemporain. Mais il avance une série de propositions à même d'en modifier profondément la nature en faveur des moins favorisés.

## Egalité des résultats

Le livre commence par offrir un cadre d'analyse pour penser les inégalités afin de les remettre, contrairement à ce qui se passe depuis un siècle, au coeur de l'analyse économique. Anthony Atkinson n'est pas convaincu par ceux qui réfléchissent en termes d'égalité des chances ; il préfère l'égalité des résultats : donner les mêmes chances à tous, c'est bien, mais pour ceux qui n'y arrivent pas, c'est la misère, inacceptable. Car même si chacun a les mêmes chances de participer à la course, la répartition des prix est très inégalitaire. Elle résulte d'un construit social que l'économiste veut visiblement changer.

Bien entendu, on trouvera dans le livre moult propositions en faveur d'une plus grande progressivité de l'impôt : un taux marginal allant jusqu'à 65 %, l'instauration d'un impôt sur la fortune au Royaume-Uni, un impôt foncier plus élevé, la réduction des niches fiscales et, seulement en idée à creuser, un impôt minimal pour les grandes entreprises adeptes de l'optimisation fiscale agressive.

## Redistribution de capital

Mais l'ouvrage va plus loin. Atkinson plaide également pour une action publique en faveur d'une distribution de capital aux plus pauvres, une sorte d'héritage pour tous, mais sur des bases égalitaires. Il n'aime pas le principe des allocations sous conditions de ressources (les effets de seuil sont importants et ceux qui y ont droit ne les demandent pas toujours). Il préférerait l'allocation d'un revenu de base pour les enfants et pour les adultes.

L'économiste fait alors tourner ses gros modèles pour vérifier que tout cela est finançable sans faire déraiser les comptes publics. Entre ce qui est pris et ce qui est donné, les propositions tiennent la route. Et qu'on ne lui dise pas que ces changements au détriment des plus favorisés sont impossibles en période de mondialisation : c'est à la fin du XIXe siècle et au début du XXe que les prémices de l'Etat-providence ont été mises en place, en pleine première mondialisation !

Il y aurait déjà beaucoup à débattre avec ces premières orientations. Mais Atkinson constate que si ses propositions fiscales contribuent à réduire les inégalités, elles sont loin d'être suffisantes. Une véritable action publique dans le domaine doit porter sur la répartition primaire des revenus, dès le

moment où ils sont distribués. Comment ? *"Il faut dompter les grands groupes puissants"* en donnant plus de pouvoirs aux salariés et aux consommateurs, par exemple en renforçant les syndicats. Surtout, l'Etat doit ouvrir un dialogue national sur les rémunérations pour aboutir à un salaire minimum qui permette de vivre au-dessus du seuil de pauvreté et à un salaire maximum dans le cadre d'entreprises devant prendre en compte leur responsabilité sociale. On vous avait prévenu, le livre va faire parler de lui...

*Inégalités*, par Anthony Atkinson

Le Seuil, 2016, 456 p., 23 euros (parution le 14 janvier).